

ÉTAT DES LIEUX

Projet
ÉTAT DES LIEUX:
**L'entrepreneuriat au service
de la petite enfance francophone**

La Commission nationale des parents
francophones (CNPf)

et

Le Réseau de développement économique et
d'employabilité (RDÉE Canada)

Rapport final

Mars 2016

PRÉAMBULE

Le projet ***ÉTAT DES LIEUX: L'entrepreneuriat au service de la petite enfance francophone*** est une opportunité de créer un lien sans précédent entre les secteurs de la petite enfance francophone et de l'économie. Ce projet constitue un levier pour rassembler les forces de la CNPF et de RDÉE Canada ainsi que leurs réseaux respectifs. La collaboration plus étroite au cours des trois derniers mois a véritablement permis aux deux partenaires oeuvrant dans deux secteurs différents dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada d'établir un rapprochement. Cette collaboration est basée sur les forces dans le respect des mandats de chacun.

Nous remercions les membres du comité de ce projet qui, grâce à leur ouverture et leur désir de répondre à un besoin collectif et prioritaire des communautés, ont osé explorer des solutions innovatrices et entrevoir des actions concrètes au cours des prochains mois. Les membres du comité sont:

- Anastasia DesRoches, Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard (FPIPE)
- Élise Tessier, Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)
- Ghislaine Pilon, Commission nationale des parents francophones (CNPF)
- Lisette Arseneau-Wedge, Association des centres de la petite enfance francophones à l'Île-du-Prince-Édouard
- Patrice Gauthier, Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA)
- Richard Vaillancourt, Commission nationale des parents francophones (CNPF)

La CNPF et RDÉE Canada remercient aussi leurs membres qui ont été ouverts à explorer cette idée et ce partenariat. La reconnaissance au sein des deux réseaux du potentiel de cette initiative est clé dans le processus d'exploration et d'engagement au niveau stratégique et dans l'action sur le terrain.

Les partenaires désirent remercier également le ministère Emploi et Développement social Canada pour son appui financier à la réalisation de ce premier pas. Nous croyons que ce projet devient le tremplin d'un développement à plus long terme en réponse à un besoin des communautés. Nos jeunes enfants francophones sont l'avenir de notre société, l'avenir de la dualité linguistique au Canada, l'avenir de la vitalité de nos communautés francophones en contexte minoritaire au Canada.

2. PARTENAIRES DE CETTE INITIATIVE

2.1. La Commission nationale des parents francophones (CNPF)

Créée en 1988, la CNPF est la voix nationale de 12 organismes provinciaux/territoriaux de parents dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada. *Le membership des organismes est composé de membres collectifs (comités de parents, conseils d'école et autres) et de membres individuels. Les 12 organismes représentent les parents de plus de 23 000 enfants qui fréquentent des services préscolaires francophones (avant 5 ans) et les parents de plus de 160 000 enfants dans 650 écoles francophones (maternelle au secondaire) dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada.*

Sa mission est de regrouper, représenter et appuyer ses organismes membres provinciaux et territoriaux tout en renforçant leur capacité d'accompagner le parent dans son milieu familial et communautaire. Elle offre des services d'appui à ses organismes membres dans le but d'appuyer le parent pour lui permettre de faire des choix éclairés afin de rendre le français plus présent dans sa vie et par conséquent mieux accompagner son enfant dans son développement global et aux niveaux identitaire, langagier et culturel.

Les priorités stratégiques de la CNPF:

- Développement de la petite enfance francophone
- Accueil et accompagnement du parent

2.2. Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada)

Créée en 1997, le RDÉE Canada est reconnu pour son expertise et pour le développement de partenariats durables. La vision du RDÉE Canada, fort de la contribution de ses membres, est d'être le leader du développement économique des communautés francophones et acadienne.

La mission de RDÉE Canada est d'être le point d'ancrage national de ses douze membres provinciaux et territoriaux répartis à travers tout le pays. Il assure la mobilisation, la collaboration et la cohérence des actions dans le but d'amener les communautés francophones et acadienne à contribuer pleinement à la prospérité économique du Canada. ». Le RDÉE Canada préconise quatre valeurs dans la poursuite de sa vision et de sa mission.

- Sens de l'innovation: Favoriser et encourager la créativité et les nouvelles approches.
- Engagement: S'investir pleinement dans le développement économique des communautés francophones et acadienne.
- Responsabilité : Travailler avec rigueur, intégrité et transparence dans l'atteinte des résultats.
- Excellence de la qualité: Privilégier la satisfaction de la clientèle et l'utilisation de structures souples et variées.

Le RDÉE Canada et ses membres ont identifié 5 enjeux économiques spécifiques et ils mettent en œuvre leur expertise dans des projets concrets en matière d'entrepreneuriat ou d'employabilité:

- l'immigration économique,
- le tourisme francophone,
- les services aux entreprises,
- l'économie verte,
- la jeunesse économique.

2. Mise en contexte de l'environnement stratégique en petite enfance

2.1. Importance de la petite enfance pour une société en général

Les premières années du jeune enfant sont essentielles dans son développement. C'est au cours de cette période que l'enfant construit les bases de sa fondation lui permettant de se développer pleinement. « L'apprentissage commence dès la petite enfance, bien avant le début de l'éducation formelle, et se poursuit pendant toute la vie [...]. Des études récentes sur les investissements en petite enfance ont montré des réussites remarquables et indiquent que les premières années sont importantes pour l'apprentissage précoce. De plus, les interventions de grande qualité pendant la prime enfance ont des effets durables sur l'apprentissage et sur la motivation. En tant que société, nous ne pouvons attendre que les jeunes atteignent l'âge adulte ou l'âge scolaire pour investir dans leur développement, l'intervention serait trop tardive. » (Investir chez les très jeunes enfants, James J. Heckman, Ph.D., Lauréat du prix Nobel 2000 en sciences économiques, Henry Schultz, professeur à titre personnel en économie, University of Chicago, États-Unis, Février 2007, 2e éd. *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* [sur Internet]. Montréal, Québec : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants; 2004 :5-6. Disponible sur le site : <http://www.enfant-encyclopedie.com/sites/default/files/dossiers-complets/fr/importance-du-developpement-des-jeunes-enfants.pdf>. Page consultée le 4 janvier 2016).

Chaque dollar investi dans les programmes de garderies fait augmenter le produit intérieur brut (PIB) de 2,30 \$. À long terme, chaque dollar public investi dans les programmes de garderie de qualité retourne 2,54 \$ en avantages à la société (Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, 2011).

Il y a un lien étroit entre le développement de la petite enfance et l'économie, «Des études longitudinales, effectuées durant quelques décennies, démontrent les retours sur investissement très élevés qu'enregistrent les pays où les gouvernements se sont engagés à élaborer des politiques claires et à investir efficacement dans les programmes de services à la petite enfance. Des économistes et des banquiers affirment, en se fiant aux données probantes disponibles, que l'investissement dans la petite enfance est le plus rentable des investissements que peut faire un pays, et que ses retombées, qui sont étalées sur une vie entière, représentent bien des fois le montant investi à l'origine.» Bisson, Ronald (2012). Effets des investissements en petite enfance sur la vitalité

Une accumulation d'effets positifs directs et indirects sur l'économie (hausse du taux d'emploi chez les femmes et globalement, hausse du PIB, hausse des revenus familiaux et hausse des recettes fiscales); on observe notamment des taux de natalité plus élevés dans certains pays occidentaux et cette corrélation suggère le rôle important que peuvent jouer les services de garde dans les stratégies de main-d'oeuvre et de croissance économique (Étude Bisson, 2012).

économique des communautés francophones méta-analyse préparée pour la commission nationale des parents francophones. Ottawa, Ontario.

Les analyses coûts-avantages canadiennes indiquent que pour chaque dollar consacré à l'éducation préscolaire, les gains se situent entre 1,49 \$ et 2,78 \$. Des études américaines portant sur des programmes réservés aux enfants provenant de milieux défavorisés estiment que les gains sont de 17 \$ pour chaque dollar dépensé dans de telles circonstances (Groupe Banque TD, 2012).

Le jeune enfant est en relation avec les milieux qui l'entourent, ces milieux dans lesquels il vit au quotidien. «La recherche démontre clairement que pendant la dernière période du développement de la jeune enfance (DJE), de l'âge de trois à cinq ans environ, une certaine forme de DJE en dehors du foyer contribue de façon notable au développement de l'enfant. Cette forme d'intervention, combinée à un parentage efficace, semble augmenter considérablement les chances de devenir un enfant « prêt à apprendre » au moment d'entrer à l'école primaire.» (Capital humain, développement des jeunes enfants et croissance économique, David Dodge, Ph.D. Ottawa, Canada, Février 2007, 2e éd. *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* [sur Internet]. Montréal, Québec : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants; 2004 :7-8. Disponible sur le site : <http://www.enfant-encyclopedie.com/sites/default/files/dossiers-complets/fr/importance-du-developpement-des-jeunes-enfants.pdf>. Page consultée le 4 janvier 2016).

L'organisme « Childcare Resource and Research Unit » publie régulièrement un état des lieux sur les services en développement de la petite enfance (Early childhood education and childcare) dans l'ensemble du Canada. Leur dernier rapport a été publié en 2008¹, voici quelques constats et tendances touchant le Canada :

- Entre 2001 et 2004, l'augmentation des places en services de garde était en moyenne de 50 831 par année. Entre 2004 et 2006, cette moyenne d'augmentation des places se situait autour de 32 668. Cette tendance à la baisse persiste en 2007 et 2008, alors qu'en moyenne 29 271 places ont été développées par année.
- Le faible accès aux places offrant un programme éducatif règlementé persiste puisque seulement 20,3 % des jeunes enfants (0-5 ans) y ont accès.
- 69 % des mères d'enfants de moins de 0 à 2 ans et 77 % des mères d'enfants de 3 à 5 ans, sont sur le marché du travail.
- Près de 80 % des enfants d'âge préscolaire dont la mère est sur le marché du travail ou aux études fréquentent régulièrement un service de garde ou une prématernelle.

Le Dr Michel Manciaux nous rappelle «Il faut tout un village pour élever un enfant, dit le proverbe africain. C'est dire l'importance d'une coéducation harmonieuse utilisant à bon escient les ressources éducatives de la communauté ». (Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie (2012). Actes du symposium et colloque international 2012 : L'enfant un monde à re-connaître. Québec, Canada : RCPPEM, p. 17)

2.2. Aperçu du profil démographique

L'étude Bisson (2012) intitulée *Effets des investissements en petite enfance sur la vitalité économique des communautés francophones*, méta-analyse préparée pour la Commission nationale des parents francophones, fait ressortir les faits saillants des données démographiques de Statistique Canada provenant du Recensement 2011.

Selon l'étude Bisson 2012 «...on peut conclure raisonnablement que le bassin global d'enfants de moins de 5 ans susceptibles d'utiliser les services à la petite enfance en français en milieu minoritaire au Canada se situe entre 40 000 et 77 000.»

2.3. Importance de la petite enfance francophone pour la vitalité des communautés.

La petite enfance francophone est reconnue comme une priorité pour la vitalité des communautés francophones en contexte minoritaire au Canada. D'ailleurs, cette priorité fait partie intégrante du :

Dans cette initiative du ministère PCH sur la transmission de la langue, le résultat ultime est: **Une part croissante des familles transmet le français à leurs enfants.** Dans la séquence des résultats reliés aux parents francophones, les éléments suivants sont identifiés pour la période de la petite enfance:

- Les parents et la famille valorisent le français et sont conscients de l'impact de leurs choix linguistiques.
- Les parents participent et utilisent les services en français dans leur communauté.
- Les parents travaillent en français ou s'affirment professionnellement comme francophones.
- Les parents sont outillés afin d'accompagner leurs enfants en français.
- Les parents perçoivent positivement les services à la petite enfance en français.
- Les parents ont accès aux services à la petite enfance en français.
- Les parents choisissent les services à la petite enfance en français.

- Plan des communautés http://www.fcfa.ca/fr/Plan_Strategique_Communaautaire_27
- Plan stratégique en éducation de langue française <http://pself.ca/>
- Cadre national de collaboration en développement de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada : Une vision partagée, des stratégies communes http://cnpf.ca/documents/Cadre_national_collaboration_DPE.pdf
- Récemment en 2015, une initiative de la Direction des langues officielles du ministère du Patrimoine canadien a mené à un rapport sur la *TRANSMISSION de la langue française aux jeunes francophones en situation minoritaire : Théorie et stratégie*¹.

La petite enfance francophone est reconnue comme une priorité pour la vitalité des communautés francophones en contexte minoritaire au Canada. Le Groupe intersectoriel national en petite enfance (GRINPE) nous rappelle cette vision globale « *L'enfant est accueilli dans une famille et une communauté qui l'accompagnent et qui créent pour lui des possibilités de se développer pleinement en français. C'est au cours de cette période cruciale de la petite enfance qu'il construira les bases de son développement pour devenir un citoyen qui valorisera la place essentielle du français dans sa vie et qui s'engagera à contribuer à la vitalité de sa communauté francophone* ». (Commission nationale des parents francophones. Carte stratégique GRINPE 2012-2017.

Dans les communautés francophones, on assiste à des initiatives variées pour mobiliser les nombreux intervenants clés intéressés à contribuer au développement de la petite enfance francophone. Partout dans les différentes zones d'influence locale, régionale, provinciale et territoriale, interprovinciale et nationale, on s'organise pour rassembler les forces des milieux afin de maximiser les ressources de chacun. La reconnaissance des expertises de chacun des partenaires communautaires et de leurs réseaux respectifs est un incontournable dans la réalisation d'un projet d'avenir concerté autour des enfants francophones pour la vitalité des communautés francophones en contexte minoritaire au Canada. À différents niveaux, on se dote de visions communes et de stratégies partagées pour répondre aux besoins des enfants, de leurs parents et des familles.

Comme l'indique si bien le Portrait analytique 2012 des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada de la CNPF «...il est nécessaire que les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire continuent de se mobiliser pour améliorer cette offre de services et garantir leur propre épanouissement. »

On reconnaît l'importance d'un continuum de programmes et services avant la naissance vers l'école francophone, car nous savons que...

- il y a tout un éventail de programmes et services francophones de qualité pour répondre aux besoins (prématernelle, garderie, groupe de jeux, centre de ressources, centre d'appui à l'enfance et à la famille et autres).
- la complémentarité entre le foyer, les services à la petite enfance, l'école et la communauté francophones est essentielle;
- les professionnels à la petite enfance sont des modèles francophones et jouent un rôle essentiel dans le développement des enfants.
- l'on doit porter une attention particulière à la continuité et aux transitions entre les programmes et services francophones.

On reconnaît l'importance de la période de la petite enfance comme porte d'entrée à l'école francophone, car nous savons que...

- l'on doit respecter le développement global de l'enfant pour favoriser l'entrée des enfants à l'école francophone;
- cela facilite la transition à l'école francophone;
- cela permet d'accompagner les parents à préparer leurs enfants à l'entrée scolaire;

¹ Johnson, Marc L. (2015). *TRANSMISSION de la langue française aux jeunes francophones en situation minoritaire : Théorie et stratégie*. Une initiative de la Direction des langues officielles, ministère du Patrimoine canadien.

- cela renforce la langue, la culture, l'identité et l'appartenance à la communauté francophone.

On reconnaît l'importance de la période de la petite enfance pour le développement de la langue, de l'identité, de la culture et du sens d'appartenance, car nous savons que...

- les trois premières années déterminent l'évolution de l'apprentissage la vie durant, et la capacité d'apprendre une autre langue;
- le choix de la langue parlée à la maison, dans la communauté et à l'école se fait dans les premiers mois après la naissance et même avant;
- un parent bien informé qui comprend bien ses droits et l'impact de ses décisions pour son enfant aux niveaux langue, identité, culture et appartenance fera des choix éclairés;
- les contacts sociaux influencent la transmission de la langue et de la culture;
- au cours des premières années, l'identité francophone se forme autour des pratiques familiales. Le premier facteur qui contribue au sentiment d'identité chez l'enfant est le lien entre lui et ses parents. Dans la vie de tous les jours, lorsque le parent associe au français ce qui est important, intéressant et sécurisant pour l'enfant, ce dernier bâtit un sentiment d'identité et un sens d'appartenance à cette langue et à cette culture. Le lien affectif créé entre les enfants, les parents et le français est très important;
- il faut porter une attention particulière à l'importance de la période de la petite enfance pour le développement de l'identité; (Épisode sur le Web <http://identite2.tv/episodes/la-petite-enfance/>)
- le parent est le premier modèle pour l'enfant en ce qui a trait à la langue, à l'identité et à la culture au foyer. C'est d'abord à la maison que les comportements, les attitudes, les valeurs se forgent et que les traditions se créent et se perpétuent;
- le parent est le premier passeur culturel auprès de son enfant. Il est important de pouvoir accompagner le parent francophone et aussi le parent anglophone ou d'une autre langue afin qu'ils puissent tous les deux contribuer à la construction identitaire de l'enfant;
- tout comme un professionnel dans son domaine a besoin de se ressourcer, le parent a donc lui aussi besoin d'être appuyé et accompagné.

« La présence d'une culture et d'un environnement en français est un facteur essentiel au développement social et identitaire de l'enfant au sein de sa communauté » a déclaré M. Greg Selinger, premier ministre du Manitoba et ministre responsable des Affaires francophones lors la 18^e Conférence ministérielle sur la francophonie

On reconnaît l'importance de la collaboration intersectorielle en petite enfance, car nous savons que...

- elle favorise la collaboration de différents secteurs (l'éducation, la santé et services sociaux, la justice, l'économie, la culture, l'immigration et autres). Voici quelques exemples du lien entre la petite enfance et différents secteurs :
 - Secteur éducation : « De fait, il y a un consensus de plus en plus large dans la francophonie canadienne autour de l'idée que c'est au palier préscolaire que se joue l'avenir de l'école de langue française »²
 - Secteur économique : « Des études longitudinales, effectuées durant quelques décennies, démontrent les retours sur investissement très élevés qu'enregistrent les pays où les gouvernements se sont engagés à élaborer des politiques claires et à investir efficacement dans les programmes de services à la petite enfance. Des économistes et des banquiers affirment, en se fiant aux données probantes disponibles, que l'investissement dans la petite enfance est le plus rentable des investissements que peut faire un pays, et que ses retombées, qui sont étalées sur une vie entière, représentent bien des fois le montant investi à l'origine. »³

² Anne Gilbert. La petite enfance : porte d'entrée à l'école de langue française. Une vision nationale. Rapport final de la recherche, Ottawa, Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités, Université d'Ottawa, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques et Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, 2003, page 3

³ Effets des investissements en petite enfance sur la vitalité économique des communautés francophones méta-analyse préparée pour la commission nationale des parents francophones (CNPF), Ronald Bisson, 2012.

- Secteur santé : « Un développement sain et harmonieux durant la petite enfance est un déterminant de la santé et du bien-être. C'est aussi un facteur essentiel à l'épanouissement de chaque enfant. Des investissements pendant la période de la petite enfance ont comme résultats une population en meilleure santé et une augmentation de la vitalité économique des communautés. »⁴
- Secteur culturel : « Les arts et la culture sont présents au foyer avant même les premiers balbutiements de l'enfant et ils sont présents au jour le jour, de notre enfance à l'âge adulte. Profitons de la fenêtre qui s'offre à nous pour vivre pleinement les arts et la culture francophone dès la petite enfance! »⁵
- Secteur justice : « Les programmes et services en français placent l'enfant et ses droits au cœur du système »⁶
 - elle se réalise dans une perspective du « bien commun », de l'intérêt collectif;
 - elle est un moyen et non une fin,
 - elle permet d'atteindre des résultats en petite enfance qu'on ne pourrait atteindre seuls. La mise en place de systèmes de services intégrés axés sur les besoins de l'enfant francophone en contexte minoritaire et sa famille à l'ampleur du pays requiert la participation et l'engagement de tous les secteurs, de tous les partenaires.

2.3. La collaboration intersectorielle, une approche gagnante.

Depuis 2003, la CNPF préside et coordonne un mécanisme national de collaboration dans le dossier de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada. En bref, voici les étapes qui ont marqué l'évolution de ce partenariat.

Raison d'être de la Table nationale en développement de la petite enfance francophone

- La Table est créée en 2003 comme étant un mécanisme national de collaboration des partenaires nationaux intéressés au domaine de la petite enfance.
- La Table a la particularité de privilégier une approche intersectorielle. L'idée est de rassembler des partenaires de différents secteurs (éducation, santé, services sociaux, culture, développement communautaire, économie et autres).

Vision collective et stratégies partagées :

⁴ Table nationale en développement de la petite enfance francophone (2007). *Cadre national de collaboration en développement de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada : Une vision partagée, des stratégies communes*. Ottawa, Canada : Table nationale en développement de la petite enfance francophone.

⁵ Association canadienne d'éducation de langue française (2011). *Des enfants en art – Trousse du passeur culturel pour la contribution des arts et de la culture à la construction identitaire*. En collaboration avec la Commission nationale des parents francophones, la Fédération culturelle canadienne-française et la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. Québec : ACELF. <http://www.acelf.ca/outils-pedagogiques/enfants-art.php>. Page 4

⁶ Table nationale en développement de la petite enfance francophone (2007). *Cadre national de collaboration en développement de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada : Une vision partagée, des stratégies communes*. Ottawa, Canada : Table nationale en développement de la petite enfance francophone.

- En 2005, les partenaires se donnent un projet commun à l'aide d'un Cadre national de collaboration dont le but est de mobiliser un vaste effort de collaboration afin d'assurer la mise en place d'un système intégré de services en développement de la petite enfance pour le développement des enfants et de la vitalité culturelle, linguistique et identitaire des communautés francophones en milieu minoritaire.
- En 2007, le Cadre national de collaboration en développement de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada comprend une vision partagée et des stratégies communes.
- De 2005 à 2011, des plans d'action autour de ces stratégies sont mis en oeuvre:
 1. planification intégrée (incluant le concept de « Carrefour multiservices à la petite enfance et à la famille ».)
 2. développement des ressources humaines
 3. développement et partage des connaissances
 4. prévention au cours de la petite enfance et promotion de l'importance du développement de la petite enfance.
- De 2004 à 2013, la Table reçoit un appui du ministère Ressources humaines et développement des compétences Canada.



L'évolution du mécanisme de collaboration

- Au printemps 2011, les partenaires reconnaissent l'évolution de la Table, de l'environnement stratégique en petite enfance et de ses liens complémentaires avec d'autres mécanismes nationaux.
- La pertinence de la Table comme mécanisme de collaboration intersectorielle est réitérée.
- Reconnaissance que la Table est le seul mécanisme intersectoriel national existant spécifiquement en petite enfance.
- À l'automne 2011, la Table est en processus de renouvellement de sa vision, de son mandat et de son fonctionnement pour maximiser son potentiel et favoriser une prise en charge individuelle et collective de la part des partenaires.

Un renouvellement pour vivre l'intersectorialité

- En novembre 2012, les partenaires valident la nouvelle carte stratégique 2012-2017 du partenariat national en petite enfance (vision, mandat, axes d'intervention, stratégies et priorités d'action).

La Table se transforme en GRINPE

- La Table qui évolue continuellement, se caractérise depuis ses débuts par son approche intersectorielle reconnue comme étant une pratique gagnante. Pour refléter cette évolution, c'est sous le nom de **Groupe intersectoriel national en petite enfance (GRINPE)** que se poursuivent les initiatives et le partenariat. En fait, le renouvellement du nom **met au premier plan sa caractéristique unique qui est la collaboration intersectorielle en petite enfance**. À ce jour, le GRINPE est toujours actif.

3. ENCADREMENTS NATIONAUX POUR LA QUALITÉ DES SERVICES À LA PETITE ENFANCE FRANCOPHONE

Il est essentiel, quand on fait référence à l'accès et à l'offre de services, de porter une attention particulière à la notion de qualité pour les francophones en contexte minoritaire au Canada.

3.1. Des messages clés qui guident le mouvement de parents.

En 2015, la CNPF et son réseau de membres se donnent des messages clé communs:

- L'accès pour tous à un éventail de programmes et services en français qui sont abordables et qui répondent aux besoins et à la réalité des enfants, des parents et des communautés francophones.
- Le continuum des programmes et services en français débutant avant même la naissance de l'enfant et qui se poursuit dans son cheminement vers et à l'école de langue française et ce, jusqu'au postsecondaire.
- La qualité des programmes et services en français à la petite enfance pour les communautés francophones reposant sur des connaissances et des données probantes.
- Des outils et de la formation propres aux communautés francophones en contexte minoritaire au Canada pour les enfants, les parents et les intervenants à la petite enfance.

Pour la CNPF et RDÉE Canada, il est clair que la stratégie du soutien à l'entrepreneuriat sous divers modèles pour le développement des services de garde en français est reliée à ce principe de l'accès à un éventail de services.

- Reconnaissance du parent comme premier responsable de son enfant, premier éducateur, premier soigneur, premier passeur culturel, premier modèle langagier et identitaire.
- L'accueil et l'accompagnement du parent pour lui faire connaître ses droits en éducation française, pour lui permettre de faire des choix éclairés quant à la place du français dans sa vie, celle de son enfant et de sa famille et pour lui fournir tous les outils qui vont faire de lui un parent encore plus confiant.

Les critères d'un accueil et d'un accompagnement des parents de qualité:

- Reconnaître et valoriser les compétences, le potentiel et les expertises des parents.
- Assurer, pour les parents, des services en continuité de la période prénatale jusqu'à l'adolescence.
- Reconnaître l'importance de la concertation, de la collaboration et des partenariats avec les organismes représentant les parents et les acteurs des différents secteurs.
- Aider les parents à tisser des liens avec la communauté francophone, avec d'autres parents et d'autres organismes.
- Prendre en compte les réalités régionales dans l'élaboration et le déploiement des programmes et services.
- Faire en sorte que les programmes et les services reposent sur une connaissance approfondie des réalités, des besoins et des attentes des parents.
- Porter une attention particulière aux familles exogames.
- Prendre en compte les besoins spécifiques des parents.

(Guide de stratégies et de pistes d'action en accueil et accompagnement du parent, CNPF 2013)

3.2. Des indicateurs de pertinence.

La petite enfance est l'un des domaines prioritaires identifié dans le Plan stratégique sur l'éducation en langue française (pself.ca). Les intervenants en éducation, dont fait partie la CNPF, se sont donnés un encadrement pour alimenter spécifiquement la qualité des programmes et services en petite enfance francophone. On retrouve donc sept indicateurs de pertinence:

1. favoriser un continuum de développement et d'apprentissage
2. favoriser l'apprentissage de la langue française
3. favoriser le développement de l'identité francophone et valoriser la diversité culturelle
4. privilégier l'approche par le jeu
5. valoriser la collaboration intersectorielle
6. accueillir et accompagner les parents
7. informer, sensibiliser et promouvoir

4. DÉVELOPPEMENTS ET ENJEUX DES SERVICES À LA PETITE ENFANCE FRANCOPHONE

4.1. Les points positifs

Dans l'étude de 2012 *Le meilleur est AVENIR! Portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada*, on souligne que pour les provinces et territoires dont les données sont disponibles, on note que le nombre d'utilisateurs des services de garde a progressé en moyenne d'environ 101 %. Même en supprimant l'écart le plus élevé et le plus faible, on obtient une progression moyenne de la fréquentation d'environ 92%.

4.2. L'enjeu et les défis

La francophonie canadienne fait face à un enjeu important au niveau de l'accès à un éventail de services offerts à la petite enfance francophone en situation minoritaire. Selon les portraits provinciaux et territoriaux⁷ tirés du Portrait analytique, voici les défis les plus fréquents :

Infrastructure :

- Manque d'espace pour les services à la petite enfance dans les écoles francophones.
- Rareté des locaux pour les services à la petite enfance francophone.
- Coûts élevés des loyers.

Promotion et sensibilisation :

- Difficulté reliée à la sensibilisation des parents quant à l'importance des services à la petite enfance francophone en route vers l'école francophone.

⁷ Portraits provinciaux et territoriaux tirés du 3^{ème} Portrait analytique 2012

Ressources humaines :

- Manque de ressources humaines francophones.
- Roulement élevé du personnel dans les services à la petite enfance.
- Difficulté de recrutement et accès restreint à des ressources humaines qualifiées et francophones.
- Essoufflement de bénévoles et de parents.

- Difficulté à identifier la clientèle admissible dans les services à la petite enfance francophone.

Financement :

- Manque de financement continu et durable.

Répartition géographique :

- Difficulté à coordonner le développement des services à la petite enfance dans les différentes localités.
- Dispersion géographique de la population francophone.
- Exode des populations.

Dans la même lignée, le Plan stratégique sur l'éducation en langue française (pself.ca) souligne trois défis:

- La sensibilisation des parents et de l'ensemble des acteurs de la communauté face à l'importance du développement de la petite enfance et au choix de programmes et services en français en développement de la petite enfance.
- La mobilisation des parents et de l'ensemble des acteurs des différents secteurs de la communauté autour d'une démarche concertée en matière de programmes et services en développement de la petite enfance.
- La mise en oeuvre d'une stratégie commune pour accroître la qualité, l'accessibilité et la participation en matière de programmes et services en développement de la petite enfance.

5. DONNÉES SUR LES SERVICES DE GARDE EN FRANÇAIS

5.1. Collecte de données

Des données pertinentes en petite enfance francophone sont générées depuis les dix dernières années. La preuve est faite, l'importance de développer des argumentaires, des stratégies et des actions basées sur des données probantes est un incontournable. Ce n'est pas seulement en petite enfance mais c'est aussi le cas pour tous les secteurs de développement de nos communautés. En étant mieux informées, nos communautés sont mieux outillées pour intervenir de façon éclairée et mieux équipées pour évaluer les impacts et les retombées.

L'une des études majeures publiées est intitulé : *Le meilleur est AVENIR! Portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada*. Cette étude est en fait un scan évolutif de la situation et elle a été publiée en 2006, 2009, 2012 et une quatrième est prévue.

Pour obtenir le portrait de la situation dans les services de garde en 2015-2016, la CNPF a approché ses membres et partenaires pour faire la mise à jour de ces données. Toutefois, la CNPF souligne que ces nouvelles données ne font pas partie des études précédentes et qu'elles n'ont pas été validées avec la même méthodologie. Cette mise à jour des données est générée, dans un délai très court sur le terrain, au meilleur de la connaissance du mouvement de parents et des statistiques actuellement disponibles pour donner un bref aperçu du portrait actuel.

Fait intéressant, lors de la dernière étude en 2012, nous avons demandé aux intervenants consultés de faire des projections. L'exercice réalisé en 2016 nous a donc permis de recueillir pour la première fois, bien

que ces données ne sont pas disponibles pour tous les milieux, des commentaires portant sur les éléments positifs et les défis qui ont facilité ou non l'atteinte des projections. Ces données qualitatives permettent ainsi de valider à nouveau certains défis et de partager les leviers positifs.

5.2. Portrait des services de garde en français

Tableau 1
Services de garde préscolaire en français en installation
Données actuelles et de projection

Provinces et territoires	Nombre de services						Nombre d'enfants						Nombre d'éducatrices					
	Actuel en 2011	Projection pour 2014	Actuel 2015-2016	Projections			Actuel en 2011	Projection pour 2014	Actuel 2015-2016	Projections			Actuel en 2011	Projection en 2014	Actuel 2015-2016	Projections		
				2017	2018	2019				2017	2018	2019				2017	2018	2019
Terre-Neuve-et-Labrador	1	5	1	2	4	4	14	44	24	34	44	44	4	10	8	10	12	12
Île-du-Prince-Édouard	5	5	6	6	6	6	137	149	134	145	150	155	31	31	29	35	38	40
Nouvelle-Écosse	10	14	18	19	20	22	456	540	704	730	760	820	64	80	100	104	108	116
Nouveau-Brunswick	156	213	241	258	276	295	5812	7949	*9 713	10393	11121	11899	823	1124	1334	1427	1527	1634
Ontario	202	ND	290	ND	ND	ND	5392	ND	*24 005	ND	ND	ND	848	ND	ND	ND	ND	ND
Manitoba	18	20	22	23	23	23	863	949	689	743	743	743	135	156	121	130	130	130
Saskatchewan	6	9	9	ND	ND	ND	181	225	263	ND	ND	ND	48	57	65	ND	ND	ND
Alberta	5	6	10	8	9	10	184	224	381	400	400	400	36	41	95	100	100	100
Colombie-Britannique	12	13	10	10	10	10	266	290	322	322	322	322	49	50	15	ND	ND	ND
Yukon	1	1	1	ND	ND	ND	38	41	50	ND	ND	ND	11	11	15	ND	ND	ND
Territoires du Nord-Ouest	1	1	1	1	1	1	32	37	37	35	35	35	7	7	7	7	7	7
Nunavut	1	1	1	2	ND	ND	16	30	16	24	ND	ND	3	6	4	6	ND	ND
Total			610						36 338									

Notes:

- «ND» indique «non disponibles» dans le cas des données et «non déterminées» dans le cas des projections.
- *Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario calculent le nombre d'espace et non le nombre d'enfants.
- Pour l'Ontario, les données disponibles sont pour l'année 2014-2015. Le ministère de l'Éducation mettra à jour ses données pour l'année 2015-2016 durant les prochains mois.

Tableau 2

Services de garde en français en milieu familial accrédités et connus
Données actuelles et de projection

Note: Ces données ne touchent que les provinces et territoires dont les organismes de représentation des parents ont réussi à garder sensiblement à jour des listes de services de garde en français accrédités en milieu familial.

Il y a aussi la présence de services non accrédités dans certains milieux mais ceux-ci ne font pas partie des données compilées.

Provinces et territoires	Nombre de services						Nombre d'enfants					
	Actuel en 2011	Projection pour 2014	Actuel 2015-2016	Projections			Actuel en 2011	Projection pour 2014	Actuel 2015-2016	Projections		
				2017	2018	2019				2017	2018	2019
Terre-Neuve-et-Labrador	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Île-du-Prince-Édouard	ND	ND	0	2	4	6	ND	ND	0	8	16	24
Nouvelle-Écosse	ND	ND	ND	10	15	20	ND	ND	ND	30	45	60
Nouveau-Brunswick	43	72	78	84	90	96	267	449	*482	516	552	591
Ontario	4 agences de garde familiale francophone		2 agences de langue française et 2 agences bilingues				4 agences de garde familiale francophone		2 agences de langue française et 2 agences bilingues			
Manitoba	21	27	18	18	18	18	150	198	68	72	72	72
Saskatchewan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Alberta	7	6	8	9	10	11	27	23	40	45	50	55
Colombie-Britannique	13	19	ND	ND	ND	ND	65	95	ND	ND	ND	ND
Yukon	1	1	1	ND	ND	ND	10	10	6	ND	ND	ND
Territoires du Nord-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nunavut	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Notes:

- «ND» indique «non disponibles» dans le cas des données et «non déterminées» dans le cas des projections.
- *Le Nouveau-Brunswick calcule le nombre d'espace et non le nombre d'enfants.

Tableau 3

**Sommaire dans les provinces et territoires des éléments positifs et des défis
qui ont permis ou non d'atteindre les projections de 2014 établies en 2011.**

Provinces et territoires	Services de garde préscolaire en français en installation		Services de garde en français en milieu familial accrédités et connus	
	Éléments positifs	Principaux défis	Éléments positifs	Principaux défis
Terre-Neuve-et-Labrador		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Toujours un seul service de garde en français à ce jour. ▪ Liste d'attente: 44 enfants. 		Certains services de garde s'affichent comme francophones ou bilingues. Tentative de les rejoindre par le biais des formations mais sans succès, nous poursuivrons notre démarche de collaboration.
Île-du-Prince-Édouard		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de personnel qualifié. ▪ Liste d'attente: 157 enfants. 		
Nouvelle-Écosse	Sensibilisation des communautés francophones pour nos écoles fonctionne bien.			
Nouveau-Brunswick	Taux de croissance approximatif de 7% par an.		Taux de croissance approximatif de 7% par an.	
Ontario	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le ministère de l'Éducation ne fait pas la collecte de données sur le nombre d'éducatrices. ▪ Le ministère de l'Éducation a des données sur le nombre de places et non le nombre d'enfants. Cela est en lien avec les permis et dans certains cas il pourrait y avoir 2 enfants qui occupent la même place. ▪ Le nombre de services de garde de langue française équivaut à 7% du total des services de garde en Ontario. 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il n'y a pas de données pour le nombre d'enfants pour la garde en milieu familial. 	
Manitoba		Les centres en milieu rural ont beaucoup de difficulté à recruter des éducatrices qualifiées.		
Saskatchewan		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Liste d'attente: 258 enfants. 		

Provinces et territoires	Services de garde préscolaire en français en installation		Services de garde en français en milieu familial accrédités et connus	
	Éléments positifs	Principaux défis	Éléments positifs	Principaux défis
Alberta	Ouverture de nouvelles garderies (Calgary, Beaumont, Edmonton).	Infrastructures	Ouverture de nouveaux services (Calgary, Banff, Cold Lake, Edmonton).	Problème de l'accréditation.
Colombie-Britannique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance du nombre d'éducatrices et d'enfants. ▪ Demande forte pour les services de garderie francophone. ▪ Agrandissement de certains services depuis 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Écoles du conseil scolaire francophone manquent d'espace et le couts des locaux et immeubles élevé. ▪ Certains services ont fermé leur porte à cause de difficulté au niveau gestion. ▪ Liste d'attente: 112 enfants. 		Faute de ressources, la Fédération de parents n'a pu faire de recensement au niveau des garderies en milieu familial depuis 2011.
Yukon	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Population francophone augmente. ▪ Infrastructure permettait plus de places. 			Enfants plus jeunes donc le ratio éducatrice/enfants diminue.
Territoires du Nord-Ouest	Augmentation du nombre de places car la classe de maternelle a été déménagée laissant un espace de plus à la garderie.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Francisation des enfants. ▪ Besoin d'une garderie à Hay River. ▪ Espaces pour les pouponnières. ▪ Infrastructure. ▪ Recrutement et rétention des éducatrices (cout de la vie vs salaire). 		
Nunavut	Stagiaire en éducation spécialisée.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de service pour les enfants 0 à 2 ans. ▪ Besoin de créer des places. ▪ Besoins particuliers et éducatrices spécialisées /support professionnel. ▪ Liste d'attente: 54 enfants. Dessert actuellement 16 enfants sur un potentiel de 70 dont 50% 0 à 2 ans et 50% 3 à 5 ans. ▪ Expertises formation en français (éloignement/couts). 		

6. PROJET ÉTAT DES LIEUX : L'ENTREPRENEURIAT AU SERVICE DE LA PETITE ENFANCE FRANCOPHONE

6.1. La petite histoire du lien petite enfance francophone et économie

Pour mieux comprendre l'évolution des liens entre les secteurs de la petite enfance francophone et de l'économie, voici un survol chronologique de différentes étapes ayant pavées le chemin à cette collaboration en 2016.

- En 2005, la CNPF et ses partenaires nationaux se dotent d'un cadre national de collaboration en petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada (vision et stratégies communes). La collaboration intersectorielle en petite enfance comprend le secteur de l'économie.
- En 2005, la CNPF réalise un outil pratique pour l'évaluation des coûts en matière de petite enfance.
- En 2007, la CNPF retient les services de Ronald Bisson et associés (consultants en gestion) pour réaliser une étude présentant les coûts de la mise en œuvre des centres de la petite enfance et de la famille dans les communautés francophones en situation minoritaire.
- À l'automne 2012, la CNPF retient les services de Ronald Bisson et associés (consultants en gestion) pour réaliser une méta-analyse sur les effets des investissements en petite enfance sur la vitalité économique des communautés francophones.
- En 2012-2013, la CNPF produit un portfolio faisant les liens entre la période de la petite enfance et le développement économique suite aux données et aux connaissances générées par l'étude Bisson.
- En juin 2013, participation de RDÉE Canada à la rencontre du Groupe intersectoriel national en petite enfance francophone.
- En juin 2013, pour faire suite à l'étude Bisson de 2012, la CNPF organise un Rendez-vous national portant sur la thématique des effets des investissements en petite enfance sur la vitalité économique des communautés francophones. Un partenariat se crée entre la CNPF et un membre du réseau de RDÉE Canada. Ce moment est propice pour rassembler les panélistes suivants:
 - M. Ronald Bisson (consultant), présentation sur les effets des investissements en petite enfance et positionnement de la continuité linguistique comme valeur citoyenne.
 - M. Patrice Gauthier (CDÉA membre de RDÉE Canada), présentation sur les effets des investissements en petite enfance.
 - M. Gérard Belliveau, présentation sur la place de la municipalité et de la communauté.
 - Dr Gilles Julien (pédiatre social), présentation sur le cœur de la pratique de pédiatrie sociale en communauté pour prendre soin de nos enfants.

6.2. Continuum de services : Le service de garde dans la mire de la CNPF et du RDÉE

Dans la communauté francophone, l'importance d'un continuum de services en français au cours de la petite enfance de la période prénatale menant à l'entrée à l'école francophone est reconnue

Dans cette initiative, la CNPF et RDÉE Canada souhaitent, grâce à l'inclusion de stratégies entrepreneuriales, transformer l'enjeu de l'accès aux services à la petite enfance

«La génération montante d'aujourd'hui, dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), est la première au sein de laquelle la majorité des enfants passent une grande partie de leurs premières années non dans leur propre foyer avec leur propre famille mais dans quelque structure de garde d'enfants». (P. ADAMSON, La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant : Tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés. UNICEF, Bilan Innocenti 8 du Centre de recherche Innocenti, 2008)

francophone en opportunité car il y a là un marché canadien important. L'arrimage stratégique du secteur prioritaire de la petite enfance et de l'économie permet de cibler, entre autres, le service de garde francophone comme valeur ajoutée qui comprend une composante professionnelle (compétences des ressources humaines) et une composante entrepreneuriale exercée sous différentes formes d'entreprises (privée, sociale, coopérative, travailleur autonome dans le cas de garderies en milieu familial).

6.3. Les objectifs et les buts

D'ici la fin mars 2016, les objectifs à court terme:

- Réaliser un état des lieux de la situation.
- Planifier les prochaines étapes.
- Tisser des liens entre la CNPF et le RDÉE.

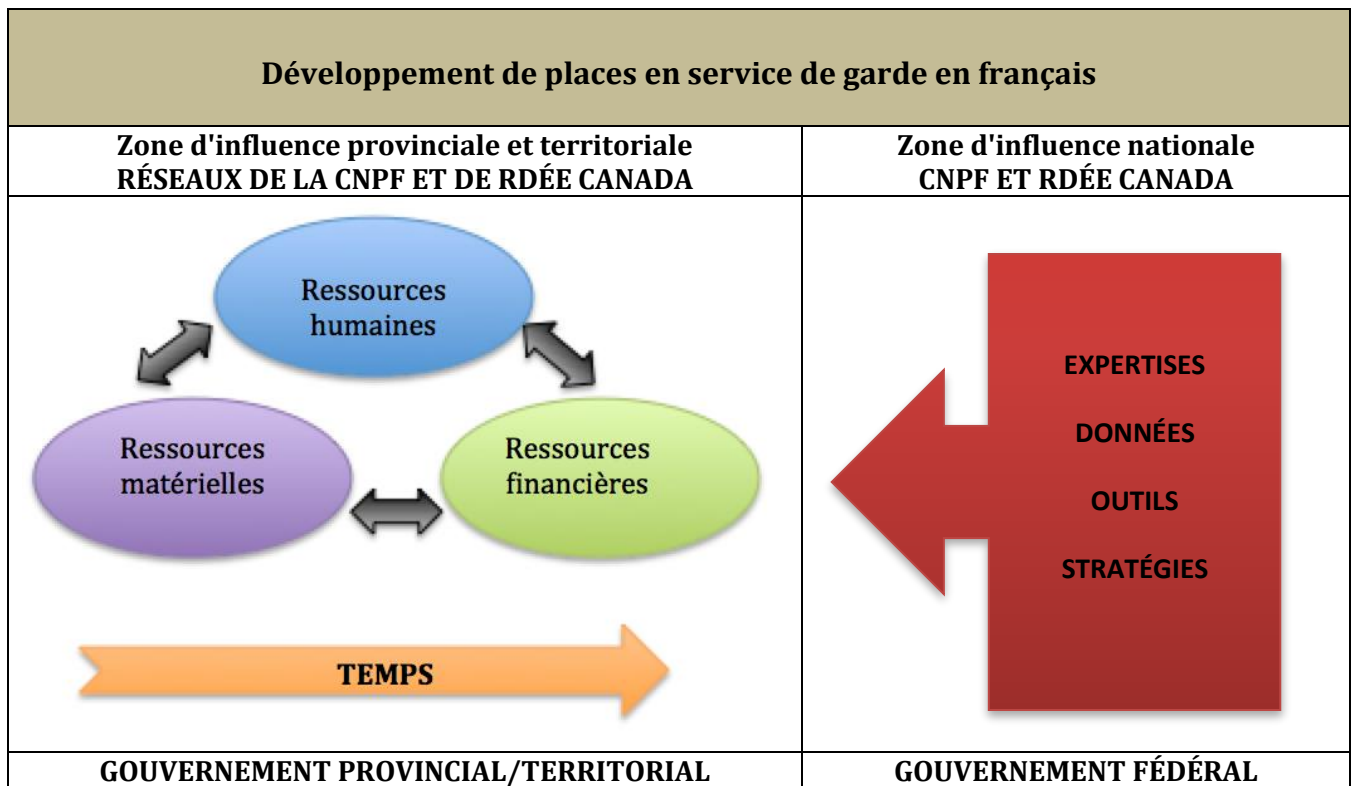
À plus long terme, les buts de cette collaboration sont:

- Accès à davantage de places en service de garde en français de qualité dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada.
- Soutien au développement des capacités entrepreneuriales et de la main d'œuvre de ce secteur.
- Contribution à la vitalité francophone.

7. S'APPRIVOISER POUR MIEUX COLLABORER ENSEMBLE

7.1. Les zones d'influence nationale/provinciale/territoriale

Pour la CNPF et RDÉE Canada, il est clair que la présente initiative est un levier permettant de concrétiser le potentiel de collaboration autant dans la stratégie que dans l'action concrète et terrain. C'est pour cette raison que le partenariat interpelle à la fois la CNPF et RDÉE Canada au niveau national mais aussi leurs réseaux respectifs sur le terrain. Voici comment les partenaires entendent la dynamique entre les différentes zones d'influence des organismes nationaux et de leurs réseaux.



7.2. Du besoin à la stratégie tout en passant par l'action

Dès le moment de l'élaboration de cette initiative, nul doute que le besoin provient du terrain. D'ailleurs, l'enjeu de la création de places dans les services de garde en français est déjà bien documenté. D'ailleurs, un article paru dans le journal Le Franco (Alberta) en mars 2016 réaffirme ce besoin à l'annexe A.

En février 2016, la CNPF a sondé ses 12 membres du mouvement de parents pour confirmer si la création de places en garderie francophone est dans le radar:

100% indiquent que c'est un besoin dans leur milieu

83% indiquent que c'est une priorité stratégique pour l'organisme de parents et/ou la communauté.



Précisément dans le cas de ce projet, c'est l'enjeu du besoin de créer des places en garderie en français dans la province de l'Île-du-Prince Édouard qui est le déclencheur. En l'espace de quelques semaines, une collaboration voit le jour entre la Fédération des parents francophones de l'Île-du-Prince-Édouard et RDÉE Île-du-Prince-Édouard. Donc, dès le départ, il est essentiel pour les deux partenaires nationaux d'être conscients que le rapprochement mutuel doit se faire à différents niveaux (provincial/territorial/nationale) si l'intention est de favoriser une compréhension approfondie de cette approche concertée et collective.

Rapprochement entre la CNPF et RDÉE Canada au national:

- En février 2016, un comité de partenaires pour orienter, encadrer et mettre en oeuvre ce projet est mis en place, il rassemble les partenaires suivants:
 - Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard (FPIPE)
 - Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)
 - Commission nationale des parents francophones (CNPF)
 - Association des centres de la petite enfance francophones à l'Île-du-Prince-Édouard
 - Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA)
- En février 2016, RDÉE Canada participe à la rencontre du Groupe intersectoriel national en petite enfance (GRINPE) présidé par la CNPF.

Rapprochement entre la CNPF et RDÉE Canada et leurs réseaux,

- En février 2016, RDÉE Canada participe à une consultation communautaire nationale sur les enjeux et pistes d'action dans le dossier de la petite enfance francophone. Cette rencontre est organisée par le Commissariat aux langues officielles en collaboration avec la CNPF. À cette rencontre, les membres du réseau de la CNPF sont également représentés.
- En février 2016, RDÉE Canada participe à une rencontre du réseau des directions générales des membres de la CNPF pour créer des liens et faire une mise à jour de l'initiative conjointe.
- En mars 2016, la CNPF participe à une rencontre des membres de la coopérative des services partagés des RDÉE.
- En mars 2016, la CNPF participe à une rencontre de planification portant sur le réseautage de services partagés.

En février 2016, la CNPF a sondé ses 12 membres du mouvement de parents pour connaître leurs liens avec le réseau du RDÉE dans leur milieu:

42% ont un contact avec un intervenant du réseau RDÉE.

25% ont eu un partenariat avec un membre du réseau RDÉE.

Plus de 64% voudraient un coup de main du national pour créer un contact dans leur milieu avec un membre du RDÉE.

Rapprochement collectif entre la CNPF, RDÉE Canada, le réseau de la CNPF et le réseau de RDÉE Canada.

- Dans le passé, la CNPF avec ses partenaires, ont organisé des congrès nationaux pour faire les liens entre la petite enfance et l'éducation puis ensuite entre la petite enfance et la santé. Il y a là un potentiel de faire du pouce sur une initiative du genre pour faire le lien entre la petite enfance et l'économie.

8. PROCHAINES ÉTAPES

Ce projet est un tremplin qui amène les partenaires à anticiper les développements nécessaires au cours des prochaines années pour atteindre les buts fixés à long terme.

8.1. Des connaissances à générer

En préparation aux prochaines étapes, la CNPF a recueilli auprès de ses membres les connaissances qui devraient être générées dans ce dossier. Il y a là une opportunité à saisir pour réaliser le *4^{ème} Portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada : Le meilleur est avenir 4!* afin d'avoir un portrait complet de la situation tout en y abordant la thématique ci-dessous:

- Plus de précisions sur le nombre et les différents types de garderies francophones (à but non lucratif, privées, conseil scolaire, milieu familial, parascolaire, coopérative et autres).
- Les besoins réels au niveau des espaces et des types d'infrastructure.
- Les besoins précis des communautés locales (urbain et rural).
- Les services disponibles au niveau du soutien et des ressources.
- Les critères de qualité et les approches spécifiques au contexte francophone en milieu minoritaire.
- L'intérêt de se réseauter.
- Le type de structure de gestion francophone (financement de base et services).
- Les ressources humaines qui sont un grand défi.
- La continuité des enfants au préscolaire vers l'école francophone.
- Nombre d'ayants droit qui ne font pas partie du réseau francophone et qui s'en vont dans les systèmes d'immersion/anglophones.
- Pourquoi on n'arrive pas à retenir nos éducatrices (quelles sont les raisons?)
- Comment valoriser la profession et assurer une stabilité du personnel.
- Faire des groupes focus avec des intervenants directement sur le terrain pour valider ce que l'on doit générer comme données.
- Quels types d'infrastructure nous avons besoin pour répondre aux besoins des communautés.
- La reconnaissance de la certification des professionnels à la petite enfance.
- Statistiques sur le financement (ce que l'on a vs ce que l'on a besoin en petite enfance).
- En connaître davantage sur les aspects économiques et l'entrepreneuriat en lien avec la petite enfance.

8.2. Des idées de prochains pas provenant du terrain

Pour alimenter les actions, la CNPF a recueilli auprès de ses membres des idées de prochains pas pour la CNPF et RDÉE Canada après mars 2016 pour continuer à explorer cette initiative au niveau des garderies francophones.

- Accompagnement des organismes dans la mise en oeuvre.
- Appuyer dans les projets de garderie en voie de réalisation.
- Besoin d'offrir des présentations pour nous permettre de comprendre tout le potentiel.
- Établir des critères de qualité spécifique aux garderies francophones et offrir les ressources pour autoévaluation des services.
- Venir nous accompagner directement sur le terrain chez nous.

En février 2016, la CNPF a sondé ses 12 membres du mouvement de parents pour connaître leur intérêt pour les prochaines étapes:

58% voient le potentiel d'un projet pilote chez eux et **33%** y pensent.

75% se disent prêts à embarquer dans une telle initiative petite enfance et économie et **25%** y pensent.

- Voir la possibilité de créer une association pour les éducatrices francophones dans le but de les encadrer, de les supporter, de les renseigner.
- Appui à identifier des pistes d'action pour faire avancer le dossier chez nous.
- Partir un projet pilote quelque part.
- Organiser une conférence CNPF\RDÉE Canada avec les réseaux respectifs pour explorer ensemble et mieux se connaître.
- Prévoir des moments collectifs (espaces de réflexion) pour rassembler les intervenants et orienter les actions.
- Avoir une conférence pour se réseauter et briser l'isolement (ex: on a la chance d'avoir le Regroupement de l'Ouest et du Nord en petite enfance).
- Favoriser le réseautage des éducateurs formés.
- Besoin criant de créer des places pour les services de garde francophones.
- Explorer des affiliations possibles avec les services de garde en milieu familial.
- Continuer à générer et à partager les connaissances et les expertises aux niveaux économique et entrepreneurial en lien avec la petite enfance.

8.3. Un plan stratégique et d'action 2016-2019

Les partenaires se sont donnés un plan stratégique et d'action qui vient donner un sens aux développements futurs dans ce dossier pour atteindre des résultats durables. Le document à l'annexe B comprend 3 axes, un enchaînement de résultats stratégiques de 2016 à 2019 ainsi que des actions annuelles concrètes.

- **AXE 1:** Mobilisation des expertises francophones en petite enfance et en développement économique
- **AXE 2:** Création et mise en place d'une offre de services active en démarrage de services de garde en français
- **AXE 3:** Renforcement des capacités des intervenants à offrir des services de garde de qualité en français.

8.4. Un protocole de collaboration

Enfin, la CNPF et RDÉE Canada ont choisi d'officialiser leur partenariat dans ce dossier en élaborant un protocole de collaboration à l'annexe C pour réitérer l'intention, l'enjeu, l'action et les buts ultimes. Ce protocole qui sera signé très prochainement démontre l'engagement des partenaires à collaborer ensemble au cours de la prochaine année.

Références et autres lectures

Voici certains ouvrages en lien avec ce rapport et d'autres lectures pertinentes sur le sujet. Le portfolio petite enfance et économie sur le site Web de la CNPF rassemble ces sources et bien plus.

Anne Gilbert. La petite enfance : porte d'entrée à l'école de langue française. Une vision nationale. Rapport final de la recherche, Ottawa, Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités, Université d'Ottawa, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques et Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, 2003.

Association canadienne d'éducation de langue française (2014). *Fascicule 8 - Le rôle du personnel professionnel en petite enfance*. Québec, Québec : ACELF

Association canadienne d'éducation de langue française (2014). *Fascicule 9 - La collaboration avec les parents*. Québec, Québec : ACELF

Bisson, R. (2013). Effets des investissements en petite enfance sur la vitalité économique des communautés francophones. Méta-analyse préparée pour la Commission nationale des parents francophones. Ottawa, Ontario.

Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants (2004). *Le Bulletin : Le casse-tête du préscolaire volume 3, no 1 – mars 2004*. Montréal, Canada : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants.

Commission nationale des parents francophones (2009). *Accueil et accompagnement des parents (AAP) – Recension des écrits*. Recension réalisée par Rose-Marie Duguay, Ph. D. de l'Université de Moncton pour le compte de la CNPF. Ottawa, Ontario : CNPF

Commission nationale des parents francophones (2010). *L'accueil et l'accompagnement du parent dans les communautés francophones en contexte minoritaire : Constats pertinents au domaine de la petite enfance suite à une consultation auprès de parents au Canada*. Ottawa, Ontario : CNPF

Commission nationale des parents francophones (2003). *Examen sommaire de documents sur la petite enfance en milieu minoritaire*. Ottawa, Ontario: CNPF

Commission nationale des parents francophones (2008). *La petite enfance en milieu minoritaire francophone - Répertoire de recherche*. Étude réalisée par Rose-Marie Duguay, Ph. D. et le Groupe de recherche en petite enfance (GRPE) de la Faculté des sciences de l'éducation, Université de Moncton pour le compte de la CNPF. Ottawa, Ontario : CNPF

Commission nationale des parents francophones (2014). *LA QUALITÉ ÇA COMPTE! Outil d'autoévaluation de la qualité des carrefours multiservices enfance et famille dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada*.

Commission nationale des parents francophones (2012). *3^{ème} Portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada : Le meilleur est avenir 3!*; Mariève Forest et Joyce Portilla pour le compte de la Commission nationale des parents francophones. Ottawa, Canada : Commission nationale des parents francophones.

Dodge, David, Ph.D. (2007). Capital humain, développement des jeunes enfants et croissance économique Ottawa, Canada, Février 2007, 2e éd. *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* [sur Internet]. Montréal, Québec : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants; 2004 :7-8. Disponible

sur le site : <http://www.enfant-encyclopedie.com/sites/default/files/dossiers-complets/fr/importance-du-developpement-des-jeunes-enfants.pdf>. Page consultée le 3 janvier 2015

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE). Identité 2.0. Épisode Web sur la petite enfance. <http://identite2.tv/episodes/la-petite-enfance/>

Fédération nationale des conseils scolaires francophones (2012). Sommet sur l'éducation 2012 sous le thème *Vers une école communautaire citoyenne*. Plan stratégique sur l'éducation française. <http://pself.ca/>

Groupe intersectoriel national en petite enfance francophone – GRINPE (2012). Carte stratégique 2012-2017.

Heckman, James J. et Schultz, Henry (2007). Investir chez les très jeunes enfants, 2e éd. *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* [sur Internet]. Montréal, Québec : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants; 2004 :5-6. Disponible sur le site : <http://www.enfant-encyclopedie.com/sites/default/files/dossiers-complets/fr/importance-du-developpement-des-jeunes-enfants.pdf>. Page consultée le 3 janvier 2015.

Jane BEACH, Martha FRIENDLY, Carolyn FERNS, Nina PRABU, Barry FORER, Early Education and care in Canada. 8th edition, june 2009, 216 pages.
<http://childcarecanada.org/publications/ececcanada/09/11/early-childhood-education-and-care-canada-2008>

Landry, R. (2003). *Libérer le potentiel caché de l'exogamie. Profil démolinquistique des enfants des ayants droit francophones selon la structure familiale*. Là où le nombre le justifie IV. Étude réalisée pour la Commission nationale des parents francophones. Moncton, NB: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Landry, R. (2010). *Petite enfance et autonomie culturelle. Profil démolinquistique des enfants des ayants droit francophones selon la structure familiale*. Là où le nombre le justifie V. Étude réalisée pour la Commission nationale des parents francophones. Moncton, NB: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Johnson, Marc L. (2015). *TRANSMISSION de la langue française aux jeunes francophones en situation minoritaire : Théorie et stratégie*. Une initiative de la Direction des langues officielles, ministère du Patrimoine canadien.

McCain, M.N., J.F. Mustard et K. McCuaig (2011). Le point sur la petite enfance 3 : Prendre des décisions, agir. Toronto : Margaret & Wallace McCain Family Foundation. <http://pointsurlapetiteenfance.org/fr/>

Mustard, J.F. (2004). Développement du cerveau basé sur les expériences. Présentation au colloque Bâtissons un système intégré de services pour la petite enfance du Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants (25 mai 2004), Québec, Canada.
http://www.excellence-jeunesenfants.ca/documents/Fraser_Mustard_FR_Mai04.pdf

P. ADAMSON, La transition en cours dans la garde et l'éducation de l'enfant : Tableau de classement des services de garde et d'éducation des jeunes enfants dans les pays économiquement avancés. UNICEF, Bilan Innocenti 8 du Centre de recherche Innocenti, 2008.

Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie (2012). Actes du symposium et colloque international 2012 : L'enfant un monde à re-connaître. Québec, Canada : RCPem.

Table nationale en développement de la petite enfance francophone (2007). *Cadre national de collaboration en développement de la petite enfance francophone en contexte minoritaire au Canada : Une vision partagée, des stratégies communes*. Ottawa, Canada : Table nationale en développement de la petite enfance francophone.

ANNEXE A

Article tiré du Journal Le Franco (Alberta) 3 au 9 mars 2016

LES BESOINS DES GARDERIES FRANCOPHONES UN BESOIN CRIANT

Selon une série de sondages conduits en 2016 par la Fédération des Parents Francophones de L'Alberta (FFPA), il n'y a pas suffisamment de places dans les garderies en milieu francophone. Un constat qui inquiète la FFPA ainsi que les parents. L'un des risques principaux étant de voir le taux d'assimilation augmenter. Une étude conjointe avec le Conseil de Développement Économique (CDEA) est en cours, afin de trouver une solution au problème, à savoir : vers quel modèle économique les garderies francophones pourraient-elles tendre ?



HÉLÈNE LECLETTE
Directrice en chef
d'Admone

« L'impact de mettre un enfant dans un service de garde en anglais amène l'enfant à avoir des besoins de francisation » explique Mireille Pélissier, directrice de la Fédération des Parents Francophones de L'Alberta (FFPA). Le risque de voir par la suite de très jeunes enfants continuer dans un système éducatif anglophone est grand. « ... On voit vraiment le service de garde comme une porte d'entrée à une identité culturelle, une identité francophone » souligne la directrice de la FFPA. Le manque de places dans les garderies interfre donc directement avec le processus d'apprentissage linguistique chez les tous petits.

Le recensement de 2011 montre que 2950 enfants âgés de 0 à 4 ans ont un de leurs parents francophones; 40 % de ces parents dé-

sirent envoyer leur enfant dans un service de garde.

Selon une étude de Statistiques Canada, il existe une demande pour environ 1180 places en garderie francophone dans la province. Or, le sondage de la FFPA auprès des garderies afin d'établir la place disponible, a démontré que 623 places en garderie francophone seraient disponibles. Ce qui signifie aussi un manque d'environ 560 places pour répondre à la demande réelle. « Les 560 places qui manquent, ces enfants-là sont dans des services de garde en anglais » souligne Mireille Pélissier un chiffre que la directrice de la FFPA estime être en dessous de la réalité. Selon, elle, le ralentissement économique est un autre facteur supplémentaire aux risques d'assimilation, puisque les mères sont retournées travailler, ce qui accrus la pression auprès des services de garde.

Vers un modèle économique viable

Si le manque de places dans les garderies francophones est un problème très local, il s'inscrit aussi dans un contexte plus général. Le problème de places dans les garderies touche tout le Canada. La FFPA est donc à la recherche d'un modèle économique et social qui va stimuler le service de garde. Fort de ce constat, la FFPA travaille aussi conjointement avec le CDEA pour trouver un outil entrepreneurial. Patrice Gauthier, directeur, opérations - Gestionnaire RDÉE et Richard Vaillancourt intervenant auprès de la Commission Nationale des parents Francophones et résidant en Alberta, travaillent à faire le maillage auprès de la petite enfance. Le but augmenter les places en garderie, et offrir aussi des services de qualité. Un financement, permet à présent de matérialiser

cette collecte d'informations et : « d'opérer à un état des lieux » explique Patrice Gauthier. L'île du Prince Édouard, Terre Neuve Labrador, le Nunavut, et l'Alberta et possiblement la Colombie britannique vont se rassembler dans ces projets pilotes afin d'étudier les besoins. « La prochaine étape sera d'évaluer quelle est la meilleure structure entrepreneuriale, par exemple les garderies en milieu familial ? Est-ce que se sont des travailleurs autonomes, est-ce que se sont des coopératives, des entreprises privées ? » détaille Patrice Gauthier.

Une évaluation de ces modèles est en cours. Ce sera en fonction des modèles de garderie en milieu familial ou des garderies en grande surface que le modèle entrepreneurial sera développé aussi en fonction des besoins et de la réalité de chaque province, tout comme un canevas universel

à savoir : gestion des ressources humaines, ou la rédaction d'un contrat de travail.

Autre aspect clé de ce processus : « quel est le mécanisme d'évaluation que l'on peut mettre en place pour s'assurer de la qualité des formations » explique le directeur, opérations - Gestionnaire RDÉE du CDEA et « orienter les personnes vers un modèle entrepreneurial qui leur correspond ». Accès emploi participe aussi à ce projet pour recruter du personnel qualifié.

Ce projet des garderies avance. S'il y a encore du pain sur la planche, ce projet sur le long terme pourrait freiner drastiquement le taux d'assimilation des jeunes francophones. Il pourrait représenter aussi une solution pour les parents exogames, et ceux qui souhaitent envoyer leurs enfants en école d'immersion.



ACFA

Régionale d'Édmon-ton



ANNEXE B

Plan stratégique et d'action

ÉTAT DES LIEUX - L'entrepreneuriat au service de la petite enfance francophone

BUTS ULTIMES DE L'INITIATIVE À PLUS LONG TERME:	<ul style="list-style-type: none"> ○ Accès à davantage de places en service de garde en français de qualité dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada. ○ Soutien au développement des capacités entrepreneuriales et de la main d'oeuvre de ce secteur. ○ Contribution à la vitalité francophone. 	
AXE 1 Mobilisation des expertises francophones en petite enfance et en développement économique	RÉSULTAT INTERMÉDIAIRE À ATTEINDRE 2019	
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Assurer une compréhension commune du potentiel de cette initiative (petite enfance et économie) au niveau national entre la CNPF et RDÉE Canada ainsi qu'au niveau provincial/territorial entre les réseaux respectifs. 	
	INDICATEUR	
<ul style="list-style-type: none"> ○ Pourcentage de places en fonction des besoins de la clientèle. ○ Autres à déterminer. 		
ENCHAÎNEMENT DES RÉSULTATS ANNUELS 2016-2019		
2016-2017	2017-2018	2018-2019
S'approprier entre organismes nationaux (CNPF-RDÉE) et réseaux de membres provincial/territorial.	Stimuler la collaboration des deux réseaux national /provincial/territorial.	Établir des protocoles d'ententes durables entre tous les intervenants à différents paliers (national/provincial / territorial/municipal).
ACTIONS 2016-2019		
2016-2017	2017-2018	2018-2019
Prioriser le projet national des garderies francophones dans le groupe de travail « GTÉE service au entreprise » de RDÉE Canada.	Adopter le projet des garderies francophones dans la planification triennale de la GTÉE.	Développer une équipe d'experts afin d'assister le démarrage des garderies ainsi que la croissance.
Assurer une présence de la CNPF dans les initiatives du RDÉE et également une participation du RDÉE dans les rencontres du GRINPE de la CNPF.	Embaucher un coordonnateur de projet et créer un lexique commun des termes utilisés en petite enfance et en économie.	Bonifier les partenariats établis entre les membres des deux réseaux en répondant aux besoins communs.
Élaborer des stratégies politiques en harmonisant le discours des deux réalités nationales.	Organiser un forum conjoint des deux réseaux portant sur la petite enfance francophone et l'économie et identifier des actions communes.	Développer un processus de représentation politique conjoint unissant les deux voix nationales francophones.
Assurer l'accompagnement sur le terrain auprès des réseaux de membres CNPF et RDÉE en fonction des besoins et des initiatives actuelles et futures.		

Créer un espace numérique du savoir en petite enfance et en développement d'entreprise.	Mobiliser les outils existants en petite enfance ainsi que les outils entrepreneuriaux / Répertoire le contenu au sujet des lois et des règlements dans chacune des provinces et dans chacun des territoires.	Adapter les outils en petite enfance et en gestion (prévision budgétaire) pour les besoins des garderies de chacune des régions.
Présenter le projet aux AGA respectifs.	Présenter les résultats aux AGA respectifs.	Démontrer la pertinence et la valeur des retombées sociales et économiques aux AGA respectifs.
Instaurer un processus durable, dans le temps, d'évaluation de la qualité constante des garderies.	Développer un cadre d'évaluation commun avec des indicateurs clairs afin d'uniformiser les standards de qualité et d'augmenter la valeur ajoutée des services.	Développer des experts responsables de la qualité des services en petite enfance et en gestion administrative.
Planifier et réaliser le <i>4^{ème} Portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire au Canada : Le meilleur est avenir 4!</i> en ajoutant spécifiquement une composante économie et petite enfance.	Analyser les développements, diffuser les connaissances, mesurer les impacts et alimenter les planifications stratégiques futures.	

AXE 2 Création et mise en place d'une offre de services active en démarrage de services de garde en français	RÉSULTAT INTERMÉDIAIRE À ATTEINDRE 2019		
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Développer des modèles entrepreneuriaux de services de garde adaptés aux besoins et aux réalités des milieux au moyen d'une vision sociale et économique stimulant la vitalité francophone. 		
	INDICATEUR		
<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre et types de modèles développés. ○ Taux de satisfaction en lien avec les modèles développés. ○ Autres à déterminer. 			
ENCHAÎNEMENT DES RÉSULTATS ANNUELS 2016-2019			
2016-2017	2017-2018	2018-2019	
Apprivoiser les modèles entrepreneuriaux existants.	Personnaliser les modèles entrepreneuriaux aux besoins et réalités des milieux.	Consolider les modèles entrepreneuriaux développés.	
ACTIONS 2016-2019			
2016-2017	2017-2018	2018-2019	
Créer 4 canevas de démarrage d'entreprises de services de garde: <ul style="list-style-type: none"> ○ Entreprise d'économie sociale ○ Entreprise coopérative ○ Travailleur autonome (TA) ○ Privé 	Réaliser des projets pilotes dans certaines régions ciblées.	Optimiser le modèle d'affaires en diversifiant l'offre de services afin d'accroître la compétitivité des garderies francophones au Canada.	
Planifier et réaliser le <i>4^{ème} Portrait analytique des services en développement de la petite enfance dans les communautés francophones et acadiennes en contexte minoritaire</i>	Créer le plan d'affaires.	Évaluer le plan d'affaires.	

<i>au Canada : Le meilleur est avenir 4!</i> pour avoir un état des lieux plus détaillés.		
Répertorier les pratiques exemplaires des structures existantes au niveau de l'offre de services.	Déterminer l'accès à des offres spécialisées en service de garde des structures francophones en situation minoritaire (ex: garderies vertes)	Innover dans l'offre de services en recherchant/formant des experts dans le domaine.

AXE 3 Renforcement des capacités des intervenants à offrir des services de garde de qualité en français.	RÉSULTAT INTERMÉDIAIRE À ATTEINDRE 2019	
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Développer et offrir des expertises, des connaissances et des encadrements adaptés aux besoins et aux approches privilégiées des différents milieux. 	
	INDICATEUR	
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Taux de satisfaction relativement à l'offre de services. ○ Autres à déterminer. 	

ENCHAÎNEMENT DES RÉSULTATS ANNUELS 2016-2019		
2016-2017	2017-2018	2018-2019
Répertorier les pratiques actuelles des services de garde en français à l'échelle pancanadienne.	Développer une offre de services outillant les divers intervenants à offrir des services de garde de qualité pour les francophones en contexte minoritaire au Canada.	Stimuler la qualité des pratiques par le partage des connaissances dans le domaine et par l'innovation.

ACTIONS 2016-2019		
2016-2017	2017-2018	2018-2019
Développer un plan de recherche et d'innovation afin d'assurer que les deux réseaux continuent à développer leurs connaissances de façon continue dans le domaine.	Transformer le savoir en petite enfance et en entrepreneuriat en curriculum de formation et en développement des plans d'affaires.	Former des formateurs en petite enfance et en gestion de services de garde.
Proposer des systèmes de gouvernance éprouvés.	Développer un réseau basé sur la redistribution des excédents.	Bâtir un processus d'investissement des excédents (ex : capital de prêt pour les nouvelles garderies).
Utiliser des principes de services partagés et regroupement d'achats afin de réduire les coûts d'opération.	Amélioration des conditions de travail des professionnels.	Augmenter de manière significative la valeur de l'offre de services des garderies francophones par l'innovation.
Répertorier les outils favorisant la qualité des services de garde en français spécifiquement en milieu francophone minoritaire.	Adapter, diffuser et mettre en oeuvre les outils favorisant la qualité des services de garde en français spécifiquement en milieu francophone minoritaire.	

ANNEXE C

PROTOCOLE DE COLLABORATION

ENTRE : Le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada
160, rue George, bureau 202, Ottawa (Ontario) K1N 9M2,
ci-après appelé le « RDÉE Canada »

ET : La Commission nationale des parents francophones
2445 boulevard St-Laurent,
Ottawa, Ontario K1G 6C3
ci-après appelé le « CNPF »

Les signataires partagent des missions, visions, valeurs qui sont dédiées aux communautés francophones et acadienne du Canada et des Amériques. Ces organismes nationaux souhaitent renforcer leurs liens pour maximiser l'impact de leurs actions et ressources respectives afin de stimuler la vitalité et la croissance des dites communautés

INTENTION:

Ce protocole de collaboration vise à reconnaître l'engagement des deux partenaires à utiliser leurs forces pour explorer ensemble des solutions innovatrices en appui au développement de programmes et services en petite enfance francophone dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada.

ENJEU:

La francophonie canadienne fait face à un enjeu important au niveau de l'accès à un éventail de services offerts à la petite enfance francophone en situation minoritaire (ex : Listes d'attente, une demande plus grande que l'offre de services, infrastructure, ressources humaines, promotion et sensibilisation, répartition géographique et autres). Nous souhaitons, grâce à l'inclusion de stratégies entrepreneuriales, transformer l'enjeu de l'accès aux services à la petite enfance francophone en opportunité car il y a là un marché canadien important. L'arrimage stratégique du secteur prioritaire de

la petite enfance et de l'économie permettra de cibler, entre autres, le service de garde francophone comme valeur ajoutée qui comprend une composante professionnelle (compétences des ressources humaines) et une composante entrepreneuriale exercée sous différentes formes d'entreprises (privée, sociale, coopérative, travailleur autonome dans le cas de garderies en milieu familial).

ACTION:

Les deux partenaires s'engagent à créer des opportunités de collaboration en conformité avec leurs mandats et leurs réseaux respectifs.

- La CNPF possède une expertise dans le domaine de la petite enfance francophone.
- RDÉE Canada possède une expertise dans le domaine de l'économie francophone.
- Les deux partenaires combinent leurs forces pour solutionner l'enjeu/la problématique.
- RDÉE Canada est en appui au réseau de la CNPF qui porte le dossier de la petite enfance francophone.

BUTS ULTIMES:

- Accès à davantage de places en service de garde en français de qualité dans les communautés francophones en contexte minoritaire au Canada.
- Soutien au développement des capacités entrepreneuriales et de la main d'œuvre de ce secteur.
- Contribution à la vitalité francophone.

DURÉE:

Le présent protocole de collaboration est conclu pour une période d'un an à compter de sa signature. Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction par période annuelle à chaque date anniversaire sauf dénonciation de la part de l'un ou l'autre des partenaires par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant son échéance.

Pour la CNPF

Pour le RDÉE Canada

Présidente

Président-directeur général

Date

Date